

FSU (SNESUP, SNCS, SNEP, SNASUB) – CGT (SNTRS, FERC-Sup, CGT-INRA)
FO (SNPREES) – SOLIDAIRES (SUD-Recherche-EPST, Sud Education, Sud Etudiant)
SLR – SLU – UNEF

Enseignement Supérieur et Recherche

SE MOBILISER POUR GAGNER !

Les étudiants et les personnels de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche participent de manière exceptionnelle à la grève et aux mobilisations dans les universités. La journée du 10 février constitue un événement marquant, avec l'imposante démonstration de près de 100 000 manifestants à Paris et en province. Les personnels et les étudiants manifestent leur opposition aux politiques du gouvernement, notamment le Pacte Recherche et la loi LRU, qui cassent le service public d'enseignement supérieur et de recherche, dégradent les droits collectifs statutaires et les conditions de travail des personnels ainsi que les conditions de vie et d'études des étudiants. Ils condamnent les déclarations méprisantes du Président de la République du 22 Janvier.

De nombreuses voix de la communauté universitaire, bien des présidents d'université, sous des formes diverses, individuelles ou collectives, réclament du gouvernement le retrait des textes et dispositifs controversés. Le dernier CA de la CPU vient de faire évoluer la position de celle-ci, reprenant à son compte certaines revendications syndicales ou exprimées dans les AG. C'est un élément nouveau, à mettre au crédit de nos luttes majoritaires.

Mais le gouvernement reste sourd aux revendications. Sans retirer les réformes contestées, la Ministre organise une parodie de concertation pour présenter une médiatrice Mme Bazy-Malaurie, qui n'a pour seule mission que de modifier à la marge le décret enseignant-chercheur. Quant au Ministre de l'Education, il vient de refuser de modifier le calendrier de sa réforme en termes méprisants pour les formateurs.

Au-delà des universités, la mobilisation s'étend aux personnels des organismes de recherche, qui se réunissent et décident d'actions. Ainsi, les personnels des laboratoires réunis au CNRS le 12 février appellent à des débrayages chaque jour pour informer la population, au boycott de l'AERES et des évaluations des projets ANR, ainsi qu'à un rassemblement national de délégués de labos pour porter le refus du démantèlement des organismes. Tout ceci se place dans le cadre de la lutte d'autres personnels pour la défense du service public (Education, système hospitalier) ou pour la défense de l'emploi dans le secteur privé.

Les organisations constatent les convergences avec les revendications exprimées par la coordination nationale des universités et appellent à poursuivre et étendre la grève reconductible. Elles demandent :

le retrait du projet de décret modifiant le statut des enseignants-chercheurs ;

le retrait de la réforme actuelle « Darcos-Pécresse » de la formation des enseignants du 1er et 2nd degrés ;

le retrait du projet de contrat doctoral ;

l'arrêt du démantèlement des organismes de recherche ;

la restitution des 1030 postes supprimés au budget 2009, la mise en œuvre d'un plan pluriannuel d'emplois statutaires dans les universités et les organismes, la résorption de la précarité ;

l'obtention de moyens permettant aux établissements d'assurer leurs missions ; la remise à plat du système d'allocation des moyens ;

le maintien des statuts nationaux pour tous les personnels et le refus de l'externalisation des fonctions des personnels de catégorie C, notamment ;

la revalorisation de toutes les carrières et l'amélioration des salaires, au lieu de l'individualisation des carrières ;

une politique ambitieuse pour la vie étudiante.

Sur tous ces points, les organisations signataires veulent de vraies négociations pour une tout autre politique.

Elles appellent les personnels et les étudiants à participer aux AG, à s'associer aux initiatives décidées dans le cadre de la grève votée dans chaque université. Elles appellent les personnels de tous les organismes à se réunir en AG pour exprimer leurs revendications en convergence avec les universités et préciser les modalités d'action.

**Les organisations signataires appellent à participer :
à la journée nationale de manifestations du 19 février**